

Bonjour,

le haut niveau de chaque pays reflète tout d'abord l'implication personnelle des compétiteurs dans leur sport. Ils s'appuient sur le dispositif national des compétitions (jeunes chevaux et plus que chez nous, puis Petit tour et Grand tour) pour préparer leurs chevaux et obtenir des sélections.

De gros moyens financiers sont nécessaires (à titre personnel, ou avec l'aide de sponsors ou d'organismes fédérateurs) pour accéder à l'international et encore plus gros pour espérer accéder au plus haut niveau. Les chevaux ayant atteint aujourd'hui une valeur très haute dès leur plus jeunes âge et sont très recherchés par de nombreuses nations qui ne disposent pas assez de dresseurs professionnels. Attention ça n'est pas le prix du cheval qui fait la performance ! L'accès au haut (70% et plus en GP) niveau est une longue progression qui suppose beaucoup d'efforts, et de remises en question, sur la technique du cavalier et l'entraînement du couple.

La gestion « internationale » est assurée par les fédérations qui ont une délégation pour cela et sont les seules reconnues par les Etats et par la FEI ; elles assurent les sélections, les engagements dans les compétitions internationales. Elles mettent aussi en place des politiques sportives destinées à développer le nombre et le renouvellement des compétiteurs dans les disciplines. Elles peuvent, selon les pays, faciliter la mise en place de stages de préparation, ou l'obtention d'aides aux sportifs, afin d'aider aux évolutions techniques nécessaires et de compenser les frais engendrés par l'implication sportive et les participations dans certains événements. Mais cela est bien moins développé qu'on ne le pense, d'où des structures comme British dressage, ou Rabo bank qui agissent aux côtés de la Fédération Britannique et Hollandaise.

Selon les pays le type d'aide varie, très rarement pour l'achat de chevaux, l'aide est très souvent conçue comme des primes à la réussite (aide toi et le ciel t'aidera). La part financière la plus importante ne résulte donc ni des Etats (ce qui fut le cas en URSS), ni des Fédérations nationales mais des investissements personnels ou obtenus en partenariat avec : les éleveurs, les mécènes et/ou les sponsors. Par contre, les Etats peuvent contribuer parfois aux investissements d'infrastructures aidant le haut niveau voire, comme en France, par la mise à disposition de personnels. Certains Comités olympiques ont une part importante dans les aides au dressage dans des pays comme l'Espagne, l'Italie, ...

Les pays « les plus forts » doivent surtout leur financement à l'importance de l'activité économique de la filière professionnelle du dressage (élevage, commercialisation des jeunes chevaux puis des chevaux dressés, sans oublier qu'une part importante revient aux cavaliers via les dotations en concours. Mais c'est surtout l'existence de propriétaires passionnés (comme il en existe chez nous dans les courses, le CSO et le CCE) et à un sponsoring très développé qui fait la différence (ce dernier peut l'être plus facilement car les concours étant toujours associés au CSO bénéficient d'une médiatisation forte qui intéresse les sponsors).

Puis les résultats venant la discipline peut se renforcer.

AF